



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Le capitalisme c'est la guerre, il faut le renverser !

La guerre fait rage en Iran et au Liban. Elle touche les monarchies du Golfe et menace d'enflammer, de nouveau, l'Irak et la Syrie. Elle s'est aggravée en Palestine depuis près de trois ans et a réduit Gaza à un champ de ruines. Elle ravage l'Ukraine depuis plus de quatre ans. Elle dévaste la Somalie depuis 2019 et aussi le Soudan. Elle est quasi permanente au Sahel et au Congo, et ce depuis tant d'années qu'il est difficile de dater son commencement.

L'odeur de poudre et de mort sature l'atmosphère de la planète. En attaquant l'Iran, les dirigeants de l'impérialisme, Trump, Netanyahu et les plus petits requins qui les suivent, nous plongent dans la troisième guerre mondiale.

La guerre est, plus que jamais, le fonctionnement normal du capitalisme. Depuis des décennies, les États-Unis, les pays européens, la Chine, la Russie et leurs alliés se disputent les ressources, les marchés et les zones d'influence. Les uns pour garder la part du lion, les autres pour accéder à la manœuvre. Chaque crise, chaque conflit local est l'occasion d'affaiblir ses adversaires. Les sanctions économiques, les cyberattaques, les ingérences politiques et les guerres par procuration sont l'avant-goût d'un affrontement plus large.

Ce que les États-Unis reprochent à l'Iran n'est ni son obscuran-

tisme, ni sa dictature, mais le fait que ce régime leur tient tête. Ils se moquent du sort des Iraniens, tout autant que de celui des Palestiniens. Mais ils utilisent la lutte des Iraniens, ô combien courageuse, contre le régime des mollahs, pour promouvoir leurs propres intérêts.



Les États-Unis veulent un régime à leur botte en Iran. De même à Cuba, qu'ils sont en train d'affaiblir. De même pour le Venezuela dont le président Maduro a été kidnappé et croupit au fond d'une geôle new-yorkaise. De même en Amérique latine et au Groenland. De même, ils voulaient mettre le régime ukrainien dans leur poche, et cela a entraîné la guerre avec la Russie.

La guerre contre l'Iran est aussi une attaque indirecte contre la

Chine, menacée dans son approvisionnement en pétrole. Elle fait partie du combat que mène l'impérialisme américain pour contenir sa principale concurrente et rester le maître du monde. Et ce conflit n'en est qu'une étape.

Officiellement, les puissances européennes ne sont pas en guerre contre l'Iran. Mais la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne, apportent un soutien diplomatique, logistique, voire militaire limité aux USA et à Israël dans l'agression contre l'Iran. D'un côté, les dirigeants européens lorgnent sur les marchés avec les monarchies pétrolières. De l'autre, ils craignent les conséquences économiques et politiques de la prolongation de la guerre.

Mais, même s'ils sont affaiblis par leurs divisions, même s'ils n'ont pas les mêmes intérêts que les dirigeants américains, ils sont tout aussi cyniques et dévoués à leur classe capitaliste. De même que les dirigeants ukrainiens, poussés par l'Europe et les USA, ont entraîné leur peuple dans une guerre contre la Russie, de même les dirigeants européens pourraient entraîner demain leurs populations dans la guerre entre les USA et la Chine.

Les capitalistes transforment toute la planète en un champ de bataille. C'est une folie, un crime contre toute l'humanité !

Les pays riches pourraient utiliser leurs avancées techniques et leurs connaissances pour élever la condition des peuples qui contribuent partout à leur prospérité. Ils pourraient offrir la possibilité aux pays les plus pauvres de se développer. Ils pourraient lutter contre le réchauffement climatique et réaligner bien d'autres choses encore. Mais ils utilisent leur puissance pour asservir et exploiter les travailleurs et les peuples, les privant souvent du minimum, leur enlevant jusqu'à leur dignité.

Alors, quitte à dénoncer des fanatiques et des tyrans, commen-

çons par dénoncer les fanatiques du profit, de l'accumulation insensée et du pouvoir qui sont chez nous, dans les citadelles capitalistes !

Nous n'avons rien à gagner, nous, travailleurs, à voir nos enfants s'entretuer pour le contrôle d'un oléoduc ou d'un marché stratégique.

L'ennemi est dans notre propre pays. Il est dans ces conseils d'administration qui spéculent sur les conflits et augmentent le prix de l'essence. Il est à la tête du gouvernement qui achète des F-35 au lieu de former des médecins et d'em-

baucher des enseignants. Il est à la tête de l'armée qui prépare notre jeunesse à se sacrifier sur l'autel des profits capitalistes.

La seule guerre qu'il nous faut mener est celle qui mettra hors d'état de nuire la bande d'exploiteurs et de va-t-en guerre qui nous dirige. Travailleurs de Belgique, d'Europe, des États-Unis et d'ailleurs, unissons-nous par-dessus les frontières pour la renverser !

**Editorial des bulletins d'entreprises du 15 mars à partir de l'Éditorial de Lutte Ouvrière France**

## Dans les entreprises

### ArcelorMittal Gand : accord insuffisant

Début mars, les travailleurs d'ArcelorMittal à Gand ont rejeté à 69 % le projet de convention collective de travail (CCT) négocié entre la direction et les syndicats. Face à ce refus massif et à la menace de grève, une seconde version a été mise sur la table.

Cette nouvelle proposition introduit une « compensation » à la suppression du régime de chômage avec complément d'entreprise (l'ancienne prépension) : une prime liée aux résultats est intégrée dans la prime unique d'ancienneté, dont le montant de départ passe de 100 à 700 euros nets par an.

Ce compromis a finalement été accepté. Mais l'adhésion reste limitée : 36 % des travailleurs ont voté contre. Les syndicats ont néanmoins levé le préavis de grève.

Pourtant une chose est claire :

les concessions obtenues ne feront pas le poids face à la vague d'attaques qui touchent tous les travailleurs, face aux prix qui montent, et encore moins face à la guerre qui menace. C'est de cela dont il est urgent de discuter entre travailleurs. Et face à l'avenir que les dirigeants nous préparent, il faudra opposer bien plus que des compromis : il faudra des luttes, des grèves, et même reconstruire des organisations de travailleurs qui se donnent pour objectif de renverser le capitalisme.

### De Lijn et TEC, même combat

Les organisations syndicales de De Lijn ont appelé à des grèves tournantes par province du 16 au 20 mars. Ces actions ont touché successivement la Flandre occidentale, la province d'Anvers, le Brabant flamand, le Limbourg et la Flandre orientale, entraînant une

diminution des services des 30 à 50 % selon la direction de De Lijn.

Les responsables syndicaux se sont fait rouler dans la farine par le précédent gouvernement flamand qui avait obtenu leur appui pour un plan d'économie de 11 millions d'euros en échange de promesses d'investissement. Mais le gouvernement actuel arrive avec un nouveau plan d'économie de 5,5 millions, qui imposerait encore plus de flexibilité aux chauffeurs et la suppression de lignes pour les usagers, en particuliers dans les communes rurales.

Ce plan ressemble trait pour trait au plan de la direction des TEC contre lequel les chauffeurs wallons



Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

ont fait une semaine de grève début février.

Les gouvernements appliquent les mêmes politiques d'austérité, les patrons imposent les mêmes reculs aux salariés. Mais les dirigeants syndicaux s'obstinent dans une tactique d'éparpillement des luttes qui ne permet pas de faire reculer les gouvernements.

## Ryanair : une lutte sans fin

Le dirigeant du syndicat CNE Aviation, Didier Lebbe, menace la direction de Ryanair d'un mouvement de grève à l'échelle européenne si l'entreprise refuse de négocier le renouvellement des conventions collectives qui arrivent à échéance.



Ces conventions avaient été signées par le patron sous la pression d'un mouvement de grève durant l'été 2018. Différentes organisations syndicales européennes, en Irlande, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Italie, au Portugal, en Espagne, avaient alors fait le choix d'organiser un mouvement coordonné des membres du personnel d'équipage qui voulaient dénoncer les contrats précaires, les bas salaires, les heures de travail non rémunérées, la perte de salaire en cas de maladie, la pression constante de l'encadrement pour en faire toujours plus.

Ce mouvement de grève international avait suffisamment inquiété les gouvernements et la Commission européenne pour les contraindre à réclamer que Ryanair se conforme au droit social et aux lois des pays dans lesquels

l'entreprise est active.

La direction de Ryanair avait dû renoncer à sa politique antisynationale et accepter de signer des conventions collectives. Elle s'engageait notamment à reconnaître le salaire minimum interprofessionnel de chaque pays. Les contrats de travail devaient respecter la législation du travail dans le pays d'embauche, et non le droit irlandais souvent moins favorable. Mais ce n'était qu'un recul tactique. La mise en œuvre de ces conventions fut systématiquement sabotée par des manœuvres de retardement. La direction cessa de licencier les travailleurs affiliés à un syndicat, mais elle ne négociait qu'avec les organisations syndicales de son choix. Elle remit en cause les concessions de 2018 à l'occasion de la crise du Covid en 2020 puis de la guerre de 2022 en Ukraine.

L'envolée des prix des carburants provoquée par la guerre contre l'Iran va à l'évidence être utilisée par la direction de Ryanair pour de nouvelles attaques contre les travailleurs, et les autres compagnies aériennes suivront ce mouvement.

Le droit, les lois, les conventions collectives ne sont appliqués par les patrons que sous la contrainte de mobilisation des travailleurs.

## Grève des travailleurs communaux à Seraing

À Seraing, cela fait deux ans et demi que syndicats et autorités communales faisaient traîner une négociation pour la réduction du temps de travail de 39 à 37 heures par semaine. Après tout ce temps, le couperet tombe : refusé par le gouvernement wallon !

Tous les services de la ville se

sont mis en grève. Puéricultrices, ouvriers communaux, personnel d'entretien et employés administratifs. Non à l'austérité !

## ... et débrayage de leurs collègues de Charleroi

Les ouvriers communaux des services de gardes, électromécanique, régie, ont débrayé mardi 11 mars après avoir découvert que leur compteur d'heures supplémentaires avait été remis à zéro sans explications.

Hors de question de prendre sur ses jours de vacances annuelles alors qu'on doit récupérer des heures supplémentaires via des congés prévus pour cela ! Oui mais le collège communal, à court d'effectif, a tenté un coup de force.

Devant l'arrêt de travail, le collège communal a dû accepter la récupération des heures supplémentaires de 2025 jusqu'au 31 décembre de cette année en renvoyant les récupérations des années précédentes... aux calendes grecques. Pas sûr que les ouvriers l'entendent de cette oreille.

## Débrayage des facteurs à Liège

La matinée du 20 mars, les facteurs du bureau Rive gauche à Liège ont débrayé pour contester le plan de réorganisation des tournées, qu'ils surnomment « *catalogue des horreurs* » : modification des horaires, tournées tardives au mépris de la vie privée des facteurs, « *flexibilisation* », augmentation de la charge de travail...



Durant le mois de février, les facteurs du bureau de Philippeville avaient aussi fait grève contre la réorganisation des tournées. Après trois semaines de grève, ils ont obtenu une de leurs revendications : conserver l'attribution d'une tournée par facteur.

La direction fait exprès de mettre en place sa « *réorganisation* » un zone à la fois, pour ne pas déclencher un mouvement global. Pour la faire reculer réellement, toutes les zones seraient plus fortes en luttant ensemble.

## L'IA : un outil dans de mauvaises mains

ING Group, l'un des plus grands groupes bancaires au monde, a réalisé plus de 9 milliards de dollars de bénéfice net en 2025. Pourtant, il annonce aujourd'hui la suppression d'environ 1.250 postes sur ses 60.000 employés à l'échelle mondiale. Le groupe invoque la possibilité de remplacer certains postes par des systèmes d'IA (Intelligence Artificielle).

ING n'est pas un cas isolé : dans tous les secteurs des services, des suppressions d'emplois sont en cours en lien avec ce progrès technique. Les réductions d'effectifs sont présentées comme une fatalité, imposées par le pro-

grès technologique face auquel il n'y aurait rien à faire. C'est faux.

Le progrès technique existe bel et bien : il est la preuve que collectivement l'intelligence humaine ne cesse de progresser et d'inventer de nouveaux outils, de la machine à vapeur jusqu'à l'IA. Tout comme l'électricité à l'époque, l'IA permet des gains de productivité importants.

Mais ces gains pourraient être utilisés de mille façons différentes. Ils pourraient permettre de réduire le temps de travail, d'améliorer les conditions de vie, de libérer du temps pour se cultiver, créer ou simplement vivre. Dans certains domaines, l'IA laisse entrevoir des possibilités extraordinaires : progrès médicaux, avancées scientifiques... ou même une meilleure compréhension des langages des animaux.

Mais sous le capitalisme, les progrès techniques se transforment en moyen pour augmenter les profits des actionnaires. Et l'IA n'est qu'un moyen parmi d'autres, comme le reconnaît le PDG d'ING Belgique lorsqu'il affirme que : « *ING Belgique a déjà réalisé d'importants gains d'efficacité ces dernières années* ». Il fait référence à l'immense restructuration d'ING Belgique en 2016 qui supprimait alors 3.000 emplois.

Ce n'est pas le progrès qui

jette les travailleurs dans la précarité et le chômage, c'est la recherche du profit. Et c'est ce système basé sur le profit dont il est urgent de se débarrasser.

## Le profit avant l'emploi

À Laakdal et Ham, près d'Anvers en Flandre, Nike annonce 411 licenciements, principalement parmi les équipes du week-end qui s'occupaient en particulier du commerce en ligne. Nike justifie ces licenciements car le marché en ligne serait en train de « *ralentir* ». Un discours à l'inverse de chez H&M qui annonçait lui aussi 440 licenciements et la fermeture de son centre logistique de Ghlin au mois de mars, mais cette fois pour développer l'e-commerce face aux magasins jugés moins rentables

Hier, il fallait des travailleurs le week-end. Aujourd'hui, ils sont en trop. Hier, il fallait des magasins. Aujourd'hui, on les ferme. Hier, il fallait faire du commerce en ligne, maintenant on veut le diminuer.

Derrière les discours du patronat sur « *l'évolution du marché* », les patrons changent leur stratégie commerciale uniquement en fonction de leurs profits et au mépris de la vie des travailleurs.

## Echos des bulletins d'entreprises

### Colruyt Dassenveld

#### Pour des salaires à 100% !

Lundi 9, la semaine a commencé avec le briefing en mode « *content* » : la productivité était presque à 100%.

Eh bien, il ne reste plus qu'à faire suivre les salaires : histoire de pouvoir payer 100% des tickets de caisse, factures, et taxes qu'on reçoit.

### Le mirage des objectifs

À chaque briefing, presque toujours le même refrain : le nombre de collègues diminue, la production augmente, mais les objectifs fixés ne sont presque jamais atteints. Ça paraît contradictoire? Ça l'est, comme tout ce système basé sur l'exploitation de la majorité de la population par une poignée de milliardaires.

### Chômage-maison

Quand il y a moins de colis, Colruyt renvoie des collègues chez eux.

Et à la fin de la journée, il reste encore du travail pour ceux qui sont restés.

On connaissait ce système patronal à l'échelle de l'économie : certains cherchent du travail pendant que d'autres en ont trop.

Chez Colruyt, on dirait que cette division se fait... même au sein de l'équipe.

## Généalogie Colruyt : de travailleur à exploitateur

Jef s'est ému dans le journal de l'ouverture d'un Okay à Lembeek, à 300 mètres de la boulangerie tenue par le père du fondateur de Colruyt : « *C'est un peu comme revenir à la maison* ».

Mais Jef, si tes ancêtres travailleurs te manquent, il y a de la place pour combler le manque de collègues dans les entrepôts.



## Exploiteur de père en fils

Bizarrement, le même Jef oublie de mentionner que son ancêtre a fini par transformer la boulangerie familiale pour s'enrichir sur la revente des produits coloniaux pillés au Congo...

À moins qu'il ne trouvait pas très vendeur de rappeler que sa fortune familiale était construite sur l'exploitation brutale du peuple congolais.

## Chemins de fer

### A quand le prochain accident ?

Les coupes budgétaires et la suppression de postes créent des situations de plus en plus dange-

reuses. On est poussé à travailler plus vite, plus longtemps et avec moins de moyens. Résultat : on voit régulièrement des accidents, comme récemment dans les faisceaux à Schaerbeek ou à Charleroi.

Et après la direction ose pointer « *l'erreur humaine* » ? Non ! C'est la conséquence de sa politique.

Les cheminots doivent disposer des moyens de travailler sans être constamment sous pression. C'est nécessaire pour notre sécurité et celle des usagers !

## Fin du statut = moins de sécurité

Dutordoir prétend que « *ce n'est pas en étant statutaire ou contractuel que ça change quelque chose au principe même de la sécurité d'exploitation* » et donc que la fin du statut ne va pas aggraver notre sécurité, ni celle des usagers. Mais c'est faux !

Les conducteurs par exemple doivent régulièrement refuser de démarrer un train car il ne respecte pas les normes de sécurité, et cela malgré les pressions à rouler et satisfaire les critères de ponctualité.

Déjà aujourd'hui ce genre de situation n'est pas anodine: cela peut avoir des conséquences négatives lors de notre évaluation par la hiérarchie. Mais qu'en sera-t-il demain pour les contractuels menacés d'être licenciés plus facilement ?

## On ne peut pas se laisser bercer d'illusions

Même si la grève a été moins suivie que les précédentes, la CGSP crie presque victoire et prétend avoir « *forcé le déblocage d'une situation de surdité gouvernementale* » en retournant à la

table des négociations.

« *C'est un signal plutôt positif et un premier pas dans la bonne direction* » prétend Lejeune. Vraiment ? Alors que le ministre Crucke dit lui-même que « *Les réformes engagées par le gouvernement ne seront pas rouvertes ni remises en cause* ».

Peut-être est-ce une victoire pour les bureaucrates syndicaux qui ne voient dans les mobilisations que le moyen de défendre leur place à la table des négociations... en espérant ainsi obtenir quelques concessions limitées en guise de "faire valoir".

La réalité c'est que la stratégie syndicale n'a pas permis de « *faire un pas dans la bonne direction* ». Il y a un an nous étions nombreux à nous mobiliser, aujourd'hui beaucoup de collègues ne voient plus de sens à des luttes éparpillées et sans ambition claire. Le rapport de force s'est affaibli au lieu de se renforcer. Le gouvernement, lui, poursuit son offensive !

Plutôt que de se laisser bercer d'illusions par Lejeune, les cheminots, et tous les travailleurs, ont intérêt à tirer les leçons de l'échec de la stratégie des directions syndicales. « *Un premier pas dans la bonne direction* », serait que les travailleurs se préparent à diriger eux-mêmes leurs propres luttes, et dépasser les limites des dirigeants syndicaux, avec comme perspective de redonner le moral au maximum de travailleurs, pour élargir au maximum les grèves. Car c'est le seul moyen de faire reculer la direction, le gouvernement et le patronat.



## Manifestation du 12 mars

### Toujours pas d'accord !

Entre 80 et 100.000 participants ont manifesté le 12 mars. De Wever fanfaronne en disant qu'il s'en moque, mais le gouvernement doit constater que le nombre de protestataires contre sa politique ne faiblit pas.

Alors que la guerre au Moyen-Orient fait flamber les prix, la limitation de l'indexation des salaires de plus de 4.000 euros bruts, et aussi des pensions et des allocations, va aggraver les difficultés du monde du travail. Et les patrons fe-

ront pression sur le gouvernement pour poursuivre ses attaques contre les travailleurs afin de maintenir leurs profits.

Alors, il faudra des mobilisations beaucoup plus profondes pour être en mesure de se défendre.



### Contre-coups

Les vidéos des violences policières contre des manifestantes ont été partagées entre collègues dès le 13 mars. Cela provoque l'indignation, mais aussi la peur. « *Ils veulent nous faire taire !* » disent même ceux qui n'ont pas manifesté.

Oui, la violence pour intimider ceux qui protestent, cela marche un peu. Mais cela fait augmenter la colère aussi. Avec leur mépris et leurs menaces, les gouvernements réussiront... à nous pousser à la révolte !

## Leur société

### Spéculation sur les prix de l'énergie

Plus de 1,76€ par litre d'essence 95, et plus de 2,20€ pour le diesel... et qu'en sera-t-il des factures de mazout, de gaz et d'électricité ?

Les prix de l'énergie flambent depuis qu'Israël et les États-Unis ont attaqué l'Iran. Pourtant, aucune pénurie d'hydrocarbure ne frappe la Belgique ! C'est même le ministre de l'Énergie Mathieu Bihet (MR) qui l'avoue : « *On est plutôt face à une tension sur les marchés* ». Bihet refuse de la nommer, mais cette « *tension sur les marchés* » porte un nom : la spéculation capitaliste !

En réalité, l'industrie pétrolière et gazière requiert beaucoup de travail : transport, raffinage, conditionnement... Entre l'extraction des hydrocarbures, et leur vente pour la consommation, de un à six mois s'écoulent.

Pourtant les entreprises de

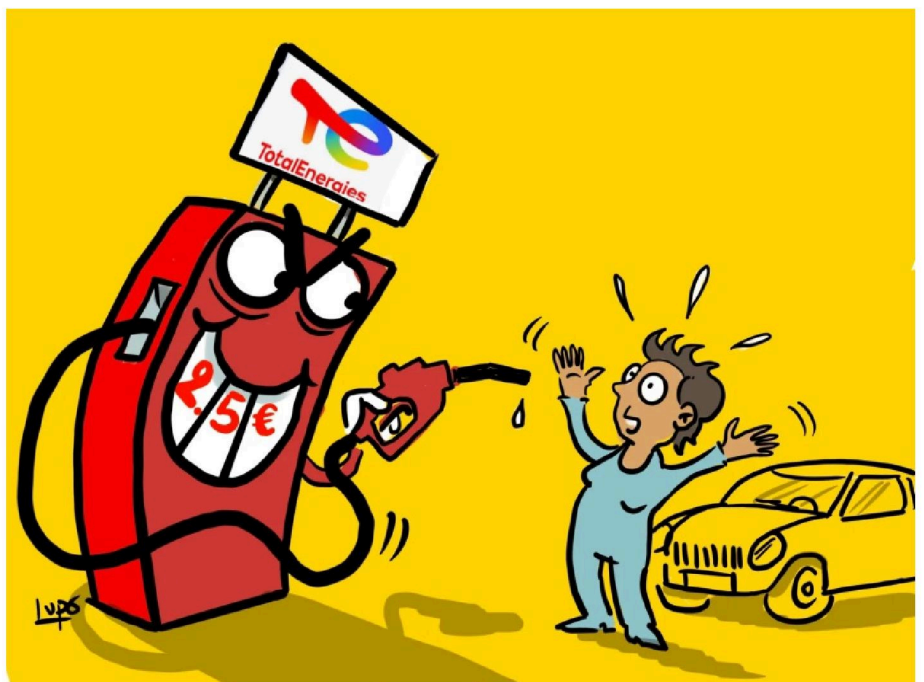
l'énergie ont augmenté les prix dès le lendemain de la guerre. Elles nous vendent à prix relevés ce qu'elles ont acheté il y a des mois à prix bien plus bas ! Sans compter qu'en Belgique l'approvisionnement depuis le Moyen-Orient ne représente qu'une minorité de toute l'importation de gaz et de produits pétroliers.

Cette spéculation sur les prix des carburants remplit les poches

des capitalistes et vide celles de la population.

### Diminuer les accises pour mieux les augmenter

Le vice-premier ministre Clarinval (MR) annonce que le gouvernement pourrait baisser temporairement les accises sur l'énergie. Il ne faut pas croire que ça fera durablement baisser les



prix. Les entreprises de l'énergie profiteront de la baisse des taxes pour augmenter encore leurs prix et empocher la différence ! C'est ce qui s'était passé lors de la spéculation sur le prix de l'énergie lors du déclenchement de la guerre en Ukraine !

L'annonce du ministre n'est que de la poudre aux yeux. Clarinval espère sûrement faire oublier que le 17 mars, la commission des finances a voté l'augmentation permanente du niveau de base des accises. Si le vote à la Chambre qui doit avoir lieu la semaine du 23 mars la confirme, l'augmentation pour le gaz naturel et le mazout est prévue pour le 1er avril, et celle pour les carburants en janvier prochain !

La baisse temporaire des accises ne sert qu'à couvrir leur hausse !

## L'État paye la facture des capitalistes !

Alors que beaucoup de travailleurs angoissent devant la hausse des prix de l'énergie, les grandes entreprises, elles, peuvent compter sur l'aide publique. Fin 2025, le gouvernement a débloqué un milliard d'euros pour subsidier les factures d'électricité des grandes entreprises ! Cette mesure s'appelle la "norme énergétique" et le CEO de la Fédération belge des entreprises exige sa mise en application rapide en menaçant de nouvelles suppressions d'emplois.

Voilà à quoi servent la hausse des accises et les mesures d'austérité : financer les cadeaux aux capitalistes !

## Austérité : la coupe est pleine !

Le 12 mars, entre 80 et 100.000 personnes manifestaient à Bruxelles contre l'austérité qu'impose le gouvernement fédé-

ral. Sept jours plus tard, au mépris de la population, le contrôle budgétaire d'avril 2026 a été annoncé : 2,7 milliards d'euros d'austérité en plus des 8 milliards déjà décidés, et auxquels le gouvernement prévoit encore d'ajouter 475 millions.

Les détails de nombreuses mesures concrètes ne sont pas encore donnés. Mais la ligne est claire : faire payer les travailleurs et la population.



Les gouvernements annoncent des économies dans les services publics et dans le fonctionnement des administrations. Ce sera sur le dos des employés, qui devront travailler moins nombreux – car le gouvernement prévoit de ne pas remplacer les départs – avec moins de moyens et des conditions qui s'aggravent.

C'est la « remise au travail » des malades de longue durée, c'est-à-dire l'augmentation des contrôles par les médecins conseils, de la pression pour que certains malades soient carrément exclus des allocations.

C'est aussi la limitation de l'indexation des salaires. Au-delà de la tranche de 4.000€ brut, le salaire ne sera temporairement plus indexé. Ils osent appeler ça « faire contribuer les épaules les plus larges » – alors que c'est le salaire minimum que tous les travailleurs devraient avoir pour faire face au coût de la vie – et après ils couvriront les capitalistes de cadeaux et subventions !

Et puis, ce seront des hausses d'accises sur le gaz et le mazout de chauffage. Des hausses de taxes sur l'énergie, à l'heure où les prix explosent à cause de la spéculation

des capitalistes sur la guerre.

Ils nous font les poches alors que les entreprises du BEL 20 ont fait plus de 17 milliards de profits en 2025 ! Voilà où trouver l'argent !

## Seuils en hausse, école en baisse

À partir de juin 2027, le seuil d'exigence pour les épreuves certificatives à l'école primaire et secondaire sera plus élevé. Les élèves de sixième primaire devront avoir 60% de moyenne au lieu de 50% pour obtenir leur CEB. Les élèves de deuxième et sixième secondaire devront avoir 60% à chaque matière pour obtenir le CE1D et le CESS.

Quelles conséquences ? Le parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles, qui a approuvé cette réforme, prétend augmenter le niveau de compétence.

Mais rendre les diplômes plus difficiles à obtenir ne pourra qu'augmenter le taux d'échec, d'autant plus quand cela s'accompagne de coupes budgétaires dans l'enseignement et de suppressions de postes d'enseignants.



Cela signifiera probablement plus de jeunes non-diplômés, qui seront plus vulnérables face aux emplois précaires et au chômage. Lors d'un entretien d'embauche, c'est encore plus difficile de se faire valoir quand on n'a pas le CESS ou le CEB. Pour l'employeur, ça facilite la possibilité de mettre la pression.

Former les jeunes, augmenter le niveau de compétence, transmettre les connaissances... tout cela est réalisable à condition que la société s'en donne les moyens. En embauchant des professeurs, par exemple. Mais la société capitaliste n'a pas cet objectif. Elle n'aspire à apprendre aux enfants que le minimum nécessaire pour les rendre exploitables. Et pour le reste, elle préfère rejeter la faute sur ceux qui échouent, les prétendant non-volontaires ou incapables.

## SPW - Plus de PQ !

De Tournai à Arlon, les travailleurs du Service Public de Wallonie font le même constat : il n'y a plus de papier toilette dans les sanitaires. Début mars, c'était déjà le papier pour s'essuyer les mains qui venait à manquer. La direction du SPW explique que la commande « est bloquée par l'Inspecteur des finances »...

Pendant que l'Inspecteur mène l'enquête, la ministre de la Fonction publique, Jacqueline Galant, présente les fonctionnaires comme des privilégiés. Rendez-vous compte, leur service social propose des aides financières en cas de maladie ou de difficultés sociales, il intervient pour les gardes d'enfants, pire encore, il prévoit un soutien aux veuves et aux orphelins des membres du personnel !

Heureusement, la ministre libérale est là pour y mettre bon ordre et laisser les fonctionnaires dans la m... à égalité avec les travailleurs du privé !

## Attentats : les victimes livrées à elles-mêmes

La commémoration des attentats du 22 mars 2016 a été l'occasion d'une manœuvre politique pour faire croire que « la na-

tion belge » se tenait aux côtés des victimes. C'est un mensonge.

Ces attentats ont fait 38 morts et 340 blessés. Mais le nombre de victimes traumatisées par l'horreur de ces attentats est de plusieurs milliers. 1.419 personnes ont introduit une demande d'indemnisation auprès des assurances.

Mais, comme le reconnaît un avocat d'une association de victimes, « les assureurs n'ont qu'une logique : indemniser le moins possible pour rester rentable ». Les médecins des assurances mettent systématiquement en doute la souffrance des victimes.

Les médecins de l'administration fédérale, Medex, se comportent de la même manière. En effet, le statut de solidarité nationale, créé en 2017, donne théoriquement droit à une pension de dédommagement. Mais là aussi, il faut passer le parcours du combattant de l'expertise médicale.

De plus, l'Office des Pensions, qui gère ces indemnités, réclame à présent leur remboursement à des dizaines de victimes sous prétexte qu'elles avaient fini par être indemnisées par leur assurance, après des années de procédures et d'expertises médicales payées à leurs propres frais.

Pour éviter de laisser les victimes livrées à l'arbitraire des assureurs privés, les associations réclament la création d'un fonds national d'indemnisation qui indemniserait rapidement les victimes et se chargerait lui-même de récupérer les indemnisations auprès des assurances.

Mais dix ans après les attentats, les gouvernements et le parlement font la sourde oreille. En réalité, Assuralia, le lobby des compagnies d'assurance, a bien plus de poids sur les responsables politiques que les associations de victimes.

## La fabrique de terroristes

Pour expliquer les raisons qui poussent des jeunes hommes, parfois des adolescents, à commettre des attentats, les experts accusent « les réseaux sociaux » et des groupes extrémistes « qui importent les conflits du Moyen-Orient » dans notre pays.

En réalité, c'est nos pays capitalistes qui « exportent » la guerre au Moyen-Orient depuis plus d'un siècle. Chaque génération assiste à des guerres destructrices : Irak (1991, 2003-2011), Afghanistan (2001 - 2021), Libye (2011-2020), Syrie (2011 - 2025).



Les destructions suite au bombardement de Mossoul en 2017, auquel l'armée belge a participé

Quand ce ne sont pas eux qui les ont initiées, les pays européens ont participé à ces guerres aux côtés des USA. La France dispose de bases en Irak, en Jordanie, au Qatar, aux Emirats Arabes Unis et à Djibouti. La Grande-Bretagne a des bases permanentes au Bahreïn, Oman, Emirats Arabes Unis, et met sa base Diego Garcia, dans l'Océan indien, à disposition de la flotte et des bombardiers américains contre l'Iran.

Les autres pays, moins puissants militairement, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Pologne, l'Espagne, l'Italie, participent tous à des opérations conjointes de l'OTAN pour assurer le contrôle et la domination sur les pays de la région. A cela s'ajoute la complicité diplomatique, mais également l'aide industrielle et logistique à Israël durant ses campagnes de destruction des

Palestiniens et ses guerres de conquêtes contre le Liban.

Voilà, les causes de la « *radicalisation* » de jeunes qui rejoignent les organisations terroristes qui utilisent les mêmes méthodes odieuses, à plus petite échelle, contre les populations ici.

## Les marchands de canons s'exposent

« *Tirez sur ce bouton pour charger l'arme. Visez ensuite à travers la lunette et tirez sur le drone* » explique un représentant de la FN Herstal lors du salon de l'armement qui s'est déroulé au Heysel, à Bruxelles, lors de la semaine du 9 mars.

Au programme : l'exposition de 150 entreprises de l'armement belge, européen et américain. Des soldats en grande tenue discutent avec des hommes en costume, se serrent la main, signent des documents, des milliards du budget militaire parviennent aux marchands de canon !



La promesse de profit attire de nouvelles entreprises dans ce marché juteux. « *À l'origine, nous étions une entreprise qui se concentrait principalement sur la construction de véhicules lourds à usages divers* », explique le co-CPDG de l'entreprise de Flandre occidentale Mol Cy, qui maintenant participe à la production des véhicules blindés Griffon destinés au transport de troupes. La militarisation de l'économie est en cours, et il s'agit pour les capitalistes de ne pas rater l'opportunité de profits

financés par l'argent public !

Interviewé par la VRT, le secrétaire général de l'OTAN, présent lors de l'inauguration, répondait aux critiques « *écoutez, si l'on veut se défendre, il faut produire des armes. Comment protéger notre société autrement ?* »

Mais qui contrôle ces armes aujourd'hui ? Les militaires et les gouvernements au service des capitalistes ! Les mêmes qui licencient, prennent sur les budgets sociaux et imposent l'austérité pour mieux couvrir de cadeaux les actionnaires des banques, des industries et des entreprises de l'armement.

Et il n'y a qu'à voir les deux millions de blessés et de morts dans le bain de sang de la guerre en Ukraine pour comprendre ce que « *défendre la société* » signifie pour eux : il ne s'agit jamais de défendre nos familles et nos quartiers, mais toujours de défendre leurs profits, leurs accès aux ressources, aux routes commerciales, aux marchés, et aux zones d'investissements.

Tant que ces armes seront sous le contrôle des États capitalistes elles ne serviront pas à défendre la population, au contraire ! Pour défendre nos familles et nos vies de la guerre qui se généralise, il faudra leur arracher ces armes, en même temps que leur pouvoir !

## Procès de Davignon

Le comte Etienne Davignon, homme d'affaire et responsable politique belge, âgé aujourd'hui de 93 ans, va finalement être jugé par le tribunal correctionnel de Bruxelles pour son rôle présumé dans l'enlèvement et le transfert de Patrice Lumumba, qui ont conduit à l'assassinat du premier Premier ministre du Congo indépendant le 17 janvier 1961.

Ancien vice-président de la commission européenne, ancien

président du groupe Bilderberg et de la Société Générale de Belgique, Davignon a enchaîné toute sa vie les postes à responsabilité dans les bureaucraties de l'État et les conseils d'administration d'entreprises publiques ou privées.

Serviteur de la bourgeoisie, bourgeois lui-même, c'est en tant que diplomate stagiaire qu'Étienne Davignon avait été envoyé au Congo lors de l'indépendance. C'est depuis ce poste qu'il aurait contribué à l'enlèvement et à l'assassinat de Patrice Lumumba.



Ce qui a coûté la vie à Lumumba, c'est de ne pas avoir été le serviteur servile des impérialistes, belges et américains en particulier. Peu après l'indépendance du Congo, l'Union minière belge avait organisé la sécession du Katanga, une province de l'Est du Congo, afin de garder la mainmise sur les richesses naturelles, dont le cuivre. Lumumba avait alors fait appel à l'ONU pour préserver l'intégrité du territoire congolais, et devant l'impuissance de l'ONU, il s'était tourné vers l'URSS pour obtenir un soutien militaire. Ce qui, en pleine guerre froide, était inadmissible pour la Belgique et les USA.

Lumumba fut assassiné par des soldats katangais, et sa dépouille dissoute dans l'acide par des policiers belges. C'est à l'enlèvement qui a précédé ces actes qu'aurait été mêlé Davignon.

Cela fait des dizaines d'années que ce procès traîne en longueur... le temps que la plupart des responsables directs soient décédés... et il n'est pas sûr que Davignon en connaîtra le verdict !

## Francken et capitalistes belges, dégagez du Congo !

Plus la guerre se généralise, plus les capitalistes s'affrontent pour mettre la main sur les ressources du continent africain. Dans ses sols se trouvent certaines des principales réserves de cuivre, de cobalt, de lithium et de terres rares, autant de ressources essentielles pour la production des outils numériques.

L'enjeu est énorme pour les capitalistes : comment s'assurer un approvisionnement en cas de conflit si les échanges commerciaux se trouvent interrompus ; comment obtenir un monopole ou un accès privilégié qui permettrait d'exclure un concurrent ou un État adversaire ?

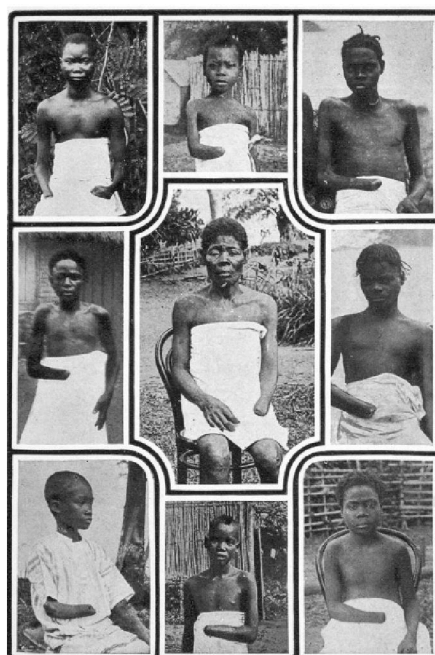
C'est pour cela que l'État belge a dépêché Francken (N-VA) lors d'un salon minier tenu en Afrique du Sud. A cette occasion,

le ministre exposait clairement le problème des capitalistes de l'OTAN : « *Nous avons besoin d'un approvisionnement suffisant en matières premières essentielles. Pour notre industrie, mais aussi, bien sûr, pour notre défense. Une armée est une énorme machine consommatrice.* »

A cette fin, et attirés par l'odeur des profits, bien des capitalistes belges rêvent de renouer avec leur passé colonial au Congo, et Francken se veut leur porte-parole. « *Nous avons une longue histoire dans l'exploitation minière au Congo. Mais nous nous sommes marginalisés en abandonnant tout cela par un sentiment de culpabilité excessif. Soyons clairs : nous n'avons pas agi correctement à l'époque. Mais que voyez-vous aujourd'hui ? Le vide que nous avons laissé a été rapidement comblé par la Chine, une superpuissance aux scrupules bien moindres* ». Bien moindres ! Il faut oser !

Dix millions de Congolais morts ou disparus sous la botte du colonisateur belge, et cela pour les seules années 1880 à 1920 ! Tortures, mutilations, viols, massacres ! Des villages entiers enchaînés au travail forcé, femmes et

enfants pris en otage !



Pour imposer leur domination, les colons belges n'hésitaient pas à couper les mains des congolais qui ne rapportaient pas assez de cahoutchouc, y compris celles des enfants.

Et aujourd'hui encore, soixante ans après l'indépendance, États et capitalistes occidentaux continuent à financer des groupes armés qui font travailler des enfants de dix ans dans des mines dix heures par jour !

Au Kivu, la région dont les mines sont les plus riches, la guerre dure depuis trente ans et a fait des millions de victimes !

## International

### Moyen-Orient : l'escalade du chaos

En bombardant l'Iran, Trump et Netanyahu ont plongé les peuples de toute la région dans le chaos.

Les frappes visent les villes mais aussi les infrastructures énergétiques, avec des conséquences dramatiques : air irrespirable, sols contaminés, nappes phréatiques menacées. Des destructions d'industries, d'infrastructures, de centrales électriques, qui auront de dures conséquences pour des an-

nées sur un pays déjà confronté à une crise de l'eau et aux conséquences du blocus économique. Ce sont des milliers de victimes et des centaines de milliers de déplacés.

L'escalade a franchi un cap avec le ciblage des sites énergétiques gaziers. Forts du soutien de la première puissance mondiale, les dirigeants israéliens s'imposent comme relais de la domination impérialiste dans la région. Du Liban à Gaza, en passant par la Syrie et la Cisjordanie, la guerre s'étend. Au sud du Liban, des zones en-



tières sont détruites par les bombardements et rendues inhabitables. En Syrie, Israël a repris le contrôle d'une zone démilitarisée à l'est du Golan. À Gaza, la population survit sous blocus et dans un territoire ravagé.

Toute la région est entraînée dans une escalade guerrière. La guerre contre l'Iran va imposer à la société iranienne un recul social et culturel pour des décennies, comme en Irak ou en Syrie après les interventions occidentales : écoles détruites, jeunesse privée d'éducation, destruction des infrastructures, appauvrissement massif, populations déplacées.

Sous les bombes, c'est tout un peuple, et tout un avenir, qui sont menacés.

## Les bombes ne libèrent pas des mollahs

Les bombardements, aux conséquences catastrophiques pour la population, ont dispersé les illusions d'une libération par l'intervention des États-Unis. En réalité, Trump n'a jamais cherché à libérer les Iraniens. Cette guerre vise à renforcer la domination américaine au Moyen-Orient, à contrôler les routes énergétiques et affaiblir ses rivaux, notamment la Chine, en coupant ses approvisionnements en pétrole.

La population iranienne se retrouve prise au piège. D'un côté, les frappes menées par les États-Unis et Israël. De l'autre, la répression d'un régime religieux oppresseur qui survit aux bombardements et redoute plus que tout sa propre population.

En Iran, le pouvoir a instauré un quasi black-out : internet coupé, communications limitées. Contrôles et arrestations se multiplient, ainsi que les exécutions de manifestants de janvier. Des dizaines de milliers de prisonniers politiques sont détenus, et craignent que la guerre serve de

prétexte à de nouvelles exécutions massives comme par le passé.

En Iran, mais aussi parmi les exploités de nombreux pays, cette nouvelle agression israélo-américaine a pour effet de faire apparaître les mollahs et les Pasdarans comme des résistants face à la domination impérialiste.

Mais le nationalisme est une impasse. Car si Trump et Netanyahu sont les agresseurs, le régime iranien défend ses privilèges et ceux de la bourgeoisie iranienne par une répression féroce contre sa propre population.

## Les vautours se regroupent

La guerre a bloqué le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour une part importante du pétrole, du gaz et de matières premières, créant une crise majeure menaçant l'économie mondiale.



Malgré des bombardements massifs, Israël et les États-Unis n'ont pas obtenu la capitulation de l'Iran. Le détroit reste toujours en partie fermé et le rouvrir nécessiterait une opération militaire d'ampleur. Trump exige l'appui des marines occidentales.

Les États occidentaux se sont finalement ralliés à Trump pour sécuriser la circulation des bateaux dans le détroit d'Ormuz, sous condition que les opérations militaires ralentissent... Les dirigeants des pays impérialistes savent qu'en restant à l'écart, leurs intérêts dans cette région pour-

raient être supplantés par l'impérialisme américain.

Ces dernières années, ils ont été écartés d'une grande partie du partage de l'Ukraine, ils ont dû concéder des droits sur le Groenland aux États-Unis et subir les conséquences de la guerre tarifaire de Trump.

La Belgique, la France et d'autres ont des intérêts importants dans la région. Les exportations belges vers l'Arabie saoudite atteignent près de 2 milliards d'euros. Les échanges entre la France et les États du Golfe dépassent les 20 milliards d'euros par an, impliquant les grandes entreprises du CAC 40.

Alors, comme hier en Irak, en Libye, en Afghanistan ou en Syrie, ils accompagnent l'impérialisme américain dans ses interventions destructrices et participent à la montée guerrière. Car dans le même temps, les budgets militaires augmentent partout en Europe. Et les gouvernements préparent leurs populations à subir les sacrifices de la guerre.

Alors, il n'y a aucune confiance à avoir dans la politique et la diplomatie de nos gouvernements qui n'ont que faire de la vie des populations, là-bas comme ici.

Notre solidarité doit aller aux peuples qui subissent les guerres qu'engendre le capitalisme, en Iran, en Palestine, au Liban, sans oublier le Congo, Soudan, Birmanie... — et à tous les travailleurs pris dans ces conflits. À bas la guerre et le capitalisme !

## USA : colère dans l'industrie de la viande

Aux États-Unis, les près de 3.800 travailleurs de l'usine JBS de Greeley, dans le Colorado, sont entrés en grève à la mi-mars : 99% ont voté pour la grève proposée

par le syndicat. L'usine, l'une des plus grandes du pays, représente à elle seule environ 5 % de la production de bœuf américaine, abattant environ 6.000 bêtes par jour. JBS est la plus grande entreprise de production de viande au monde et a été le principal donateur du comité d'investissement de Trump en 2025.

La grève intervient après près d'un an de négociations sur un nouveau contrat, l'ancien ayant expiré en juillet dernier. Dans ce cadre, la direction propose une augmentation salariale de 2 %, inférieure à l'inflation dans le Colorado. Une hausse jugée dérisoire par les travailleurs, comme le résume une pancarte : « 2 %, c'est pour un carton de lait, pas pour mon salaire ».

La direction souhaite également augmenter la part des assurances à charge des travailleurs et refuse de remplacer l'équipement de travail et de sécurité lorsqu'il est abîmé. Après avoir été contrainte de remplacer du matériel, elle cherche désormais à en répercuter le coût sur les salaires, accusant les ouvriers d'être responsables de sa dégradation !

Mais les raisons de la colère ne s'arrêtent pas là. Les cadences ne cessent d'augmenter. Une ouvrière témoigne : « On fait le travail de deux, voire trois personnes ». Un autre travailleur explique que « l'augmentation des cadences rend le travail encore plus dangereux ».

Les ouvriers expliquent aussi la pression subie pour la moindre pause ou un passage aux toilettes. Un d'eux raconte que l'encadrement est tellement irrespectueux avec les femmes que « si ma mère travaillait ici, je serais viré, parce que je ne les laisserais pas faire ». Les consignes de sécurité ne sont pas traduites alors que de nombreux travailleurs ne parlent pas l'anglais. La compagnie est même

accusée de trafic d'êtres humains (d'Haïti et d'Afrique de l'Ouest) à qui ils promettent un logement qu'ils ne donnent pas. Comme le résume un ouvrier : « Plus encore que l'argent, c'est pour nos droits d'êtres humains »

Il s'agit de la première grève d'ampleur dans l'industrie de la viande aux États-Unis depuis près de quarante ans. La dernière grande mobilisation comparable, chez Hormel dans le Minnesota en 1985–1986, avait duré plus d'un an. A l'époque, les ouvriers en grève avaient été contrecarrés par la direction syndicale de l'UFCW (Union Food and Commercial Workers) et la grève n'avait laissé que le souvenir d'une amère défaite.

Aujourd'hui, les travailleurs de JBS retrouvent le chemin de la lutte. Il leur faudra encore se donner une direction propre pour éviter les limites, voire les pièges, que leur imposeront inévitablement ces mêmes directions syndicales.

## Cisjordanie : multiplication des attaques de colons

Depuis des mois, des dizaines de milliers de Palestiniens de Cisjordanie ont été expulsés de leur maison et de leur terre et plus d'un millier ont été tués. Et maintenant que le monde a les yeux tournés vers l'Iran, les attaques de colons contre les Palestiniens se multiplient. Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite



Colonie israélienne face à un camp de réfugiés palestiniens en Cisjordanie

ne cachent même pas leur projet d'annexion.

Les colons nationalistes, souvent eux-mêmes membres de l'armée, sont protégés par le haut commandement militaire et l'État israélien. Ces violences et leurs conséquences sont telles que même des voix au cœur du système israélien s'élèvent. Le lieutenant-général israélien Eyal Zamir a appelé « toutes les autorités du pays à s'opposer à ce phénomène et à l'éradiquer avant qu'il ne soit trop tard ». Dans une lettre ouverte rendue publique le 16 mars, quatre anciens hauts gradés israéliens, représentant des centaines d'anciens responsables sécuritaires du mouvement « Commandants pour la sécurité d'Israël », dénoncent des « actes de violence (qui) s'appuient sur un système organisé comportant plusieurs niveaux hiérarchiques institutionnels », devenus un « phénomène quotidien, permanent et terrifiant », allant jusqu'à qualifier ces actes de « pogroms purs et simples ». Une ex-ministre centriste a également dénoncé ces violences, parlant de « terrorisme juif ».

Ces quelques voix ne suffiront pas à freiner l'extrême droite sioniste qui a pour objectif de dominer toute la Palestine, voire d'en expulser les Palestiniens.

Une opposition existe en Israël contre cette politique, et bien que minoritaire aujourd'hui, c'est elle qui peut ouvrir un autre avenir dans la région, si elle trouve le chemin de la révolte contre le pouvoir en place, et fondamentalement contre le capitalisme.

**Suivez nous  
sur les réseaux :  
Lutte Ouvrière Belgique**  
Email: [contact@lutteouvriere.be](mailto:contact@lutteouvriere.be)  
Tel: 0470-18.82.39  
Internet: [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)